

continuerons, au cours des jours et des semaines qui viennent, à examiner des mesures susceptibles de rétablir la justice en Afrique du Sud et de favoriser une plus grande harmonie dans la région. Pour nous, cette recherche se fera au moyen de consultations avec nos partenaires en Afrique et ailleurs dans le monde, mais particulièrement au sein du Commonwealth. Nous n'excluons pas pour autant les pourparlers avec l'Afrique du Sud, dans la mesure où la porte demeure ouverte et que nous pouvons influencer sur le cours des événements.

Sept des proches voisins de l'Afrique du Sud sont membres du Commonwealth et un huitième, la Namibie, a été invitée à se joindre au groupe. Leurs populations ont beaucoup en commun; leurs économies sont lourdement tributaires l'une de l'autre; leur sécurité et leur stature politique sont indissociables.

Il ne saurait y avoir de paix dans la région tant que l'Afrique du Sud ne vivra pas en harmonie avec ses voisins du Commonwealth et que ceux-ci la craindront. L'*apartheid* est du ressort du Commonwealth. La question n'est pas de savoir si le Commonwealth a un rôle à jouer : par la force des choses, il doit être concerné.

Mais il y a plus encore. Le Commonwealth a des traditions et des liens historiques qui l'unissent à l'Afrique du Sud et qui l'ont préparé à jouer un rôle de conciliateur, si le gouvernement sud-africain s'y montre disposé. Malgré les différences marquées qui séparent les gouvernements, les peuples du Commonwealth et celui de l'Afrique du Sud partagent les mêmes traditions. Les voisins de l'Afrique du Sud sont disposés à tendre la main et à chercher la voie de la réconciliation. Reste à savoir si l'Afrique du Sud est prête à faire sa part du chemin.

Les Nations Unies sont une autre institution dont les résolutions unanimes ont été systématiquement ignorées par le gouvernement de l'Afrique du Sud. Comme par le passé, le Canada incitera la communauté internationale lors de l'Assemblée générale qui approche, à se concerter de façon à ne laisser aucun doute à l'Afrique du Sud quant à l'horreur qu'inspirent ses politiques.

Pendant que nous discouons, les pressions exercées de l'intérieur même du pays sur le gouvernement sud-africain s'intensifient, et nous devons donner à ce processus inhabituel la chance de porter fruit. Les mesures que nous prenons aujourd'hui et celles que d'autres gouvernements ont prises ou prendront permettront, de façon collective, de maintenir les pressions sur l'Afrique du Sud. Si le gouvernement de ce pays ne cède pas, alors, le Canada n'aura d'autre choix que de prendre les quelques mesures finales qui s'offrent encore à lui.

---

S/C